

LA REVUE DE PRESSE

Bureau de l'Information Publique de
la MONUA



702 - 02 JUIN 1998

L'UNITA REOUVRE SON SIEGE A LUANDA

SOURCE : MONUA/PIO, 02 JUIN

L'Unita a réouvert lundi, lors d'une cérémonie, son siège à Luanda. Les militants, les députés et les membres de ce parti qui sont dans le GURN (Gouvernement d'Unité et de Réconciliation Nationale), ont assisté à ladite cérémonie qui s'est déroulée en présence du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Angola, Me Alioune Blondin Beye, de la Troïka d'observateurs du processus de paix, des membres du corps diplomatique, de la Commission Conjointe ainsi que des représentants des partis politiques angolais et de la société civile.

Dans son intervention, le Représentant spécial a d'abord mis en exergue le sens cette cérémonie.

"Il s'agit, assurément, a affirmé Me Beye, d'une rupture avec le passé. Jusqu'ici, dans le cadre de votre confrontation avec vos frères du Mpla, vous avez choisi la voie des armes. Elle n'est pas la bonne voie", a fait remarquer Me Beye.

Selon lui, la cérémonie de réouverture du siège de l'Unita à Luanda, est un choix de ce parti, "pour une confrontation normale dans une démocratie : une confrontation des idées, une lutte politique légitime."

"Pour nous, a poursuivi Me Beye, le premier sens de la cérémonie, est de ranger définitivement les armes, tourner la page de ce moment difficile pour votre peuple".

Et Me Beye de poursuivre : "Cette inauguration est la concrétisation de l'exécution de l'une des dispositions fondamentales du Protocole de paix de Lusaka dans la mesure où l'Unita a choisi la lutte politique".

Pour lui, l'inauguration du siège de l'Unita, l'intégration des généraux et officiers supérieurs de l'Unita dans l'armée nationale, la participation de ce parti à la formation du GURN et à l'Assemblée Nationale, la cessation des émissions de Vorgan, l'installation à Luanda des membres de ce mouvement, sont "une contribution au renforcement de la démocratie et des institutions républicaines".

Selon Me Beye, "l'Unita est un

parti politique normal dont les seuls instruments de lutte sont ceux qui sont prévus par les lois de la République. Désormais, l'Unita va être un parti politique doté de droits et de devoirs conformément à la loi angolaise : se débarrasser de l'appareil militaire, avoir un siège dans la capitale, la liberté d'expression, de réunion, de mouvement sur le territoire national".

"Vous devez constamment avoir cela à l'esprit afin de revendiquer vos droits et devoirs. Voilà le message de la communauté internationale", a expliqué Me Bèye.

Il n'a pas manqué d'évoquer la crise actuelle du processus de paix. "Grâce au sursaut auquel vous êtes habitués, vos frères du gouvernement et de vous-mêmes, vous avez été à la hauteur de la situation".

Me Bèye faisait allusion à son "plan de sortie de la crise" qui a été appuyé par les deux signataires du Protocole de Lusaka. Pour cela, il a souhaité que l'Unita réponde, comme l'a fait le gouvernement, "aux appels qui ont été lancés par la médiation et la Troïka. Alors le peuple angolais va commencer à nouveau à croire au processus de paix".

"Parce que, a rappelé Me Bèye, "le Protocole de Lusaka a été fait pour servir de colonne vertébrale à la réconciliation nationale".

Il a rappelé également qu'il est "le premier à donner l'exemple de la patience et de donner le temps au temps à condition que chaque jour qui passe soit un jalon du renforcement de la paix, de la sécurité et de la réconciliation nationale", a fait observer Me Bèye.

Il a clôturé son discours en saluant

"le dynamisme de l'Unita comme sa contribution à la démocratie pluraliste dans une Angola libre et pacifiée qui va retrouver sa place avec ses immenses potentialités et ses grandes valeurs".

Enfin, Me Bèye a souhaité que "la confrontation des idées entre Angolais se fasse dans la courtoisie dans un ton conforme à la réconciliation nationale."

Cet événement, qui coïncidait avec la commémoration de la Journée Internationale de l'Enfant, a donné l'occasion au vice-président de l'Unita, M. António Sebastiao Dembo de dénoncer ce qu'il a appelé "la politique d'exclusion d'intolérance, d'humiliation, d'incitation à la haine et à la violence dont le peuple angolais est victime".

Par ailleurs, M. Dembo s'est insurgé contre "la destruction systématique des structures" de son parti et "la récente décision (du gouvernement) de suspendre la retransmission en direct (par la radio et la télévision) des débats de l'Assemblée Nationale".

"Il serait indispensable, a-t-il ajouté, que les moyens de communication privés et de l'Etat contribuent à la formation des populations par l'introduction d'une culture de démocratie et informent l'opinion publique nationale sur l'engagement des organes de l'Etat dans la solution des problèmes qui affectent les populations".

Pour M. Dembo, "la normalisation de l'administration de l'Etat dans les zones qui étaient contrôlées par l'Unita donnera une excellente opportunité au gouvernement de montrer avec des actions concrètes le sentiment d'aider les populations dans un véritable esprit d'unité et de

réconciliation nationale."

Le vice-président de l'Unita a en outre appelé le gouvernement au bon sens, au dialogue et à la concertation permanente pour une paix réelle qui cimentera définitivement le sentiment d'unité et de réconciliation nationale".

Et le vice-président de l'Unita de dire : "Non à la guerre, oui à la paix. Que le gouvernement, a-t-il souligné, rectifie son attitude et que les Forces Armées Angolaises et la Police Nationale, en tant qu'institutions d'un Etat qui se veut démocratique, assument ses responsabilités dans la consolidation de la démocratie au bénéfice de toute la Nation".

M. Dembo a laissé entendre enfin que "l'Unita va continuer à déployer des efforts afin de consolider la paix, condition nécessaire à la stabilité politique et au développement socio-économique de notre pays".

Il convient de rappeler que le siège de l'Unita se trouve au quartier Sao Paulo (Luanda). Cet édifice, qui a été partiellement détruit pendant la guerre en 1992, dispose de deux étages et compte 14 bureaux. Sa remise en état, selon Jornal de Angola, a coûté au gouvernement 600 mille dollars. ■

**COMPTE RENDU DE LA
CONFERENCE DE PRESSE DE
MAITRE BEYE DU LUNDI 01 JUIN
SOURCE : MONUA/PIO, 02 JUIN**

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Angola, Me Alioune Blondin Beye a donné lundi une conférence de presse.

Selon Me Beye, son "plan de

sortie de la crise" appuyé par toutes les parties concernées, demande à chacun des partenaires du processus de paix d'apporter sa contribution pour sortir de la crise.

"Au gouvernement, il a été demandé de veiller à l'apport des médias d'Etat en diffusant des informations vérifiées et de contenir les abus commis par certains éléments de la Police Nationale contre les populations civiles".

"Le plan interpelle l'Unita sur deux questions : contribuer à la normalisation de l'administration de l'Etat dans quatre localités particulières (Andulo, Bailundo, Nharea, Mungo) et à la baisse de l'insécurité dans le pays", a souligné le médiateur du processus de paix angolais.

"A la communauté internationale surtout à M. Le Secrétaire général, à la Troïka et au Conseil de sécurité, il a été demandé deux contributions : apporter leur soutien sans faille au plan de sortie de la crise et utiliser les moyens juridiques mis à leur disposition en cas de besoin".

"Au médiateur, il a été demandé une contribution : si le test majeur de volonté politique était négatif, il devrait alors tirer les conséquences à son niveau et apporter une contribution à la cessation des souffrances du peuple angolais."

Me Beye a expliqué que la Commission Conjointe a décidé, la semaine dernière, de suivre quotidiennement l'application du "plan de sortie de la crise".

Pour lui, "le gouvernement a répondu aux deux appels qui lui avaient été adressés". Autrement dit, les médias d'Etat ont respecté la requête qui leur

avaient été adressée. On n'a pas enregistré jusqu'à jeudi dernier des allégations sur des exactions contre la population".

S'agissant des appels lancés à l'Unita, Me Bèye a affirmé que "l'Unita continue à considérer que le contexte qui existe dans le pays n'est pas favorable à une accélération de la normalisation. L'Unita considère que la normalisation effectuée déjà dans les 272 localités, s'est traduite par une tentative de destabilisation."

"Pour l'Unita, a ajouté Me Bèye, la poursuite de la normalisation comporte des risques majeurs. Cependant sa contribution est indispensable à la sortie de la crise. C'est pourquoi l'Unita propose que la normalisation intervienne selon le schéma suivant" :

"Après la phase politique, les groupes techniques pourront travailler entre les 17 et le 21 juin dans les quatre localités particulières afin de faire l'état des lieux."

"Après le 21 juin, on pourra passer à la troisième phase, c'est-à-dire la phase administrative de la normalisation, à une date qui sera fixée au plus tard à la fin du mois de juin. A condition que d'ici là, des efforts soient poursuivis pour corriger ce qui s'est passé comme anomalie dans la normalisation des localités précédentes".

"Autrement dit, a souligné le médiateur du processus de paix, l'Unita a comme stratégie d'avancer et de corriger en même temps. Voilà ses propositions qui indiquent qu'elle réitère son appui au plan, même si elle ne lui était pas possible de respecter la date du 31 mai" comme prévu dans le plan.

Selon le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, "ces propositions ont été communiquées lundi, à tous les partenaires (le gouvernement, la Troïka et le Secrétaire général de l'ONU). Ce dernier s'apprête à les communiquer au Conseil de sécurité".

Me Bèye a indiqué qu'il procédera, lui aussi, aux consultations pour adopter la démarche à suivre sur les réactions enregistrées à propos du plan de sortie de la crise.

"J'envisage de me rendre à New York avant la fin de la semaine probablement pour des consultations auprès de M. le Secrétaire général de l'ONU, de mes collègues du siège (de l'ONU) et du Conseil de sécurité pour voir si le test majeur de volonté politique est positif ou non", a précisé Me Bèye.

Pour lui, "la sécurité dans le pays s'est améliorée. Me Bèye a dit cependant que la Commission Conjointe a examiné un rapport de vérification de la démilitarisation effective de l'Unita. Les premières conclusions de ce rapport indiquent qu'il existe dans un certain nombre de provinces des forces de l'Unita non démobilisées."

"Et la Commission Conjointe, a-t-il déclaré, a convenu de s'atteler avec beaucoup d'engagement à la recherche de solutions efficaces dans l'intérêt du processus." ■

**LA TROIKA DEPLORE LE RETARD
ENREGISTRE PAR L'UNITA DANS
LE CADRE DE LA
NORMALISATION DE
L'ADMINISTRATION DE L'ETAT
SOURCE : BUREAU DU PORTE-
PAROLE, 2 JUIN**

La Troïka des Etats observateurs du processus de paix angolais a déploré mardi le retard enregistré dans le cadre de la conclusion de la normalisation de l'administration de l'Etat en particulier à Andulo, N'Harea, Bailundo et Mungo.

L'Unita a déjà remis au gouvernement central 272 des 335 localités qu'elle contrôlait. Les ambassadeurs du Portugal, de la Fédération de Russie et des Etats-Unis, ont participé à la réunion de suivi de la Commission Conjointe consacrée à l'examen des nouvelles propositions de l'Unita pour la conclusion de la normalisation de l'administration de l'Etat d'ici fin juin.

Il convient de rappeler que le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Angola, Maître Alioune Blondin Beye a présenté aux trois parties (gouvernement, Unita et Troïka d'observateurs) un plan pour sortir de la crise du processus de paix.

Après avoir effectué un périple en Zambie, en Namibie et au Zimbabwe où il a rencontré les Chefs d'Etat de ces trois pays, Me Beye s'est rendu à Andulo, samedi dernier, à la demande du dirigeant de l'Unita, Jonas Savimbi. Les ambassadeurs de la Troïka ont participé à l'audience accordée à Me Beye par Dr Savimbi.

La direction de l'Unita considère que la situation sécuritaire dans le pays

n'est pas favorable à la normalisation de l'administration dans les zones dites sensibles.

Cependant, elle va continuer à honorer ses engagements dans la mise en oeuvre du processus de paix en passant à la troisième phase de la normalisation de l'administration de l'Etat, entre les 17 et 21 juin.

La normalisation pourrait être conclue, selon l'Unita, à la fin du mois de juin. Le Représentant spécial du Secrétaire de l'ONU en Angola a annoncé qu'il se rendrait cette semaine à New York pour des consultations auprès du Secrétaire général des Nations Unies sur les derniers développements du processus de paix angolais.

Le Conseil de sécurité de l'ONU examinera ce mois le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la situation en Angola.

La Commission Conjointe a également discuté de la situation sécuritaire dans le pays et a condamné les attaques et les embuscades dont l'objectif est d'isoler la province de Malange.

La Commission Condamne également l'attaque armée contre un convoi de l'organisation non-gouvernementale "Worldvision" dans les environs de Malange. La Commission Conjointe a rappelé aussi que les mouvements des forces gouvernementales devraient être signalés à la Monua.

Par ailleurs, concernant la vérification de la démilitarisation effective de l'Unita, la Monua confirme l'existence des forces de l'Unita non démobilisées dans les provinces de Uige, Malange, Lunda Norte, Lunda Sul et Bié. L'Unita avait déclaré en mars qu'il avait

complété la démilitarisation de ses forces.

Par contre la Commission Conjointe n'est pas en mesure de confirmer une allégation concernant la concentration de forces militaires de l'Unita au confluent des rivières Lomba et Camaxilo.

La Commission Conjointe se réunira également mercredi pour discuter de la façon dont les médias rendent compte de la situation sécuritaire. La Commission est d'accord que les allégations des incidents devraient être rapportées seulement après la confirmation de la Monua. ■

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A RECU M. BLANEY
SOURCE : JORNAL DE ANGOLA,
30 MAI

Le Président de l'Assemblée Nationale, M. Roberto de Almeida, a reçu vendredi le directeur de Cabinet pour les Affaires de l'Afrique australe du Département d'Etat américain, M. John Blaney, qui a séjourné en Angola pour s'informer du processus de paix.

Lors de son séjour de quatre jours, M. Blaney a abordé les relations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Angola ainsi que les événements enregistrés en Afrique australe et centrale.

L'agenda de M. John Blaney prévoyait également une prise de contacts avec les autorités angolaises destinée à garantir la conclusion pacifique du Protocole de Lusaka.

M. Roberto de Almeida a également reçu l'Ambassadeur du Mozambique en Angola, M. Salécio

Teodoro Nalyambipano.

"Avec beaucoup de patience, le processus de paix va avancer et atteindra les objectifs souhaités : une paix totale pour le peuple angolais", a dit le diplomate mozambicain qui est à la fin de son mandat dans ce pays. ■

LA SUEDE APPELLE A LA REINTEGRATION DES DEMOBILISES
SOURCE : JORNAL DE ANGOLA,
30 MAI

L'Ambassadrice du Royaume de Suède en Angola, Mme Lena Sund, a exhorté jeudi à Kuito, province de Bié (centre de l'Angola), les démobilisés de l'Unita à s'engager dans la réintégration socio-professionnelle pour garantir leur avenir.

Mme Sund s'adressait à 200 ex-militaires démobilisés de l'Unita venus pour recevoir leurs subsides.

L'ambassadrice suédoise a ajouté que les subsides de démobilisation ont été assurés par le gouvernement angolais et la communauté internationale.

Mme Lena Sund a demandé aux démobilisés absents de se présenter à "l'IRSEM/SECOR", en vue de renforcer le processus de paix, a-t-elle précisé. ■

LES CASQUES BLEUS ZAMBIENS VONT QUITTER L'ANGOLA EN JUIN
SOURCE : JORNAL DE ANGOLA,
30 MAI

Le Commandant des forces de la MONUA, le Général Koffi Obeng, a fait ses adieux aux effectifs militaires de la

Zambie déployés dans la province de Kuando Kubango, qui ont terminé leur mission en Angola.

Lors de la cérémonie d'adieu, le Général Koffi Obeng, a souhaité un bon retour aux zambiens et a profité de cette occasion pour leur rendre hommage pour le bon travail qu'ils ont accompli.

Au cours de leur séjour en Angola, les casques bleus zambiens, ont participé à diverses activités sociales : assistance médicale à la population civile et contribution à la réparation des ponts et des routes. Ils ont également remis en état quelques sites touristiques de la région. ■

DES COURS DE FORMATION POUR LES DEMOBILISES A MALANGE

SOURCE : JORNAL DE ANGOLA, 30 MAI

75 démobilisés ont conclu jeudi dernier dans la province de Malange les premiers cours de charpenterie, de menuiserie, d'électricité, organisés par l'Institut National de Formation Professionnelle (INAFOP), dans le cadre du "Protocole de Lusaka" ■

LA FRANCE APPUIE LES EFFORTS DE PAIX

SOURCE : JORNAL DE ANGOLA, 1ER JUIN

Les autorités françaises ont exprimé au député angolais José Maria, en visite en France, leur appui afin de contribuer aux initiatives de la communauté internationale et des Nations Unies dans le cadre de la pacification en

Angola.

Cette position a été réitérée en diverses rencontres que M. José Maria a eues avec les personnalités françaises, notamment le Premier ministre Leonel Jospin, le Conseiller pour les Affaires africaines et avec le député Jacques Godfrain, ex-ministre de la Coopération et membre du comité d'amitié France-Angola. ■

CAMACUPA ET KUEMBA RELIES PAR UN PONT

SOURCE : BULLETIN ANGOP, 29 MAI

Le gouverneur provincial de Bié, M. Luis Paulino dos Santos, a inauguré, jeudi dernier, un pont sur la rivière Kwanza, en vue de faciliter la liaison entre les municipalités de Camacupa et de Kwemba.

A cette occasion, M. Luis Paulino dos Santos a lancé un appel à l'Unita dans le cadre de la normalisation de l'administration de l'Etat à Kwemba, de façon à permettre le retour de plus de 10 mille déplacés de guerre regroupés à Camacupa.

Le gouverneur de Bié a exhorté également les organisations humanitaires qui opèrent dans la province, pour une assistance médicale, alimentaire et vestimentaire aux populations de la municipalité de Kwemba. ■

**LE PORTUGAL ASSUME LA
PRESIDENCE DU CONSEIL DE
SECURITE DES NATIONS UNIES
SOURCE : JORNAL DE ANGOLA, 2
JUN**

Le Portugal préside depuis lundi, pour un mois, la présidence le Conseil de sécurité de l'ONU pour la seconde fois en 14 ans.

Le mois de Juin est le mois au cours duquel sera analysée l'éventualité d'extension des mandats des opérations de paix de l'ONU, notamment la Monua en Angola.

A rappeler que le Portugal est membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies depuis le 1er janvier 1997. ■

De : S.Achy/G.Nlandu/L.Ferreira/PIO

A V I S

RADIO

*** Le Bureau de l'information de la MONUA produit une émission radiodiffusée en portugais.

Les horaires de diffusion sont les suivants:

- 11h00, 14h00 et 21h00 : lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et de 10h00 à midi le Samedi.

- Un programme radiodiffusé en langue française a lieu depuis le 9 décembre 1996, tous les vendredis, à partir de 21h30.

Les fréquences de ces émissions sont les suivantes :

AM - 219 M - 1367 KHz
- 276 M - 1088 KHz

SW - 31 M - 9720 KHz
- 25 M - 11955 KHz
- 41 M - 4245 khZ
- 60 M - 4950 khZ
- 90 M - 3375 KHz

FM - 93.5 MHz

TELEVISION

*** Le Bureau de l'Information produit également un programme de télévision qui est diffusé sur la Chaine Nationale Angolaise (TPA), tous les